

Édition 5 / Mars 2023

TRAVAIL DU SEXE

Le magazine de ProCoRe

*Travailleur*euses du sexe trans*

Photo: Eva-Luna Perez Cruz

ProCoRe 

«*Editorial*»

Selon Amnesty International, bien que la plupart des travailleur*euses du sexe soient des femmes cis, les personnes trans sont surreprésentées dans ce domaine.¹ En effet, l'accès au travail du sexe, s'avère souvent plus simple que l'accès au marché du travail et à la formation où les personnes LGBTQI+ subissent de multiples discriminations. Selon le Transgender Network Switzerland (TGNS), en Suisse, les personnes trans se retrouvent beaucoup plus souvent et plus longtemps au chômage que la population moyenne.²

Une enquête du Global Network of Sex Worker Projects (NSWP) a révélé que beaucoup de travailleur*euses du sexe (TdS) trans ont le sentiment d'appartenir à une communauté, un sentiment qui fait défaut dans d'autres professions.³ Simultanément, les personnes trans font aussi l'expérience de la discrimination, de la transphobie et de la violence dans le travail du sexe. Le projet de monitoring « Trans Murder Monitoring » documente les meurtres de personnes trans à l'échelle mondiale et a enregistré que en 2022, les travailleur*euses du sexe représentaient près de 50% des victimes.⁴ 65% des victimes étaient racisées.⁵ Ces statistiques montrent les effets dévastateurs du racisme, de la transphobie et de la putophobie. En Suisse, selon le « Rapport Hate Crime 2022 » du TGNS, le nombre d'agressions transphobes a fortement augmenté par rapport aux années précédentes.⁶ Le rapport ne recense toutefois pas les professions des victimes, ce qui rend difficile toute affirmation sur la sécurité des travailleur*euses du sexe trans en Suisse.

Quelle influence a le cadre juridique sur la sécurité des personnes trans dans le travail du sexe ? Quelles sont leurs expériences avec la police ? Quels obstacles entravent leur accès aux soins ? Comment les travailleur*euses du sexe trans peuvent s'organiser et lutter pour leurs droits ? Nous nous sommes penchées sur ces questions et avons parlé avec deux travailleuses du sexe trans ainsi qu'avec le responsable du projet « Male and Trans Sex Work » de la ville de Zurich.⁷ L'autrice et travailleuse du sexe, Diabla, nous parle de son livre autobiographique « Ponte En Mis Tacones » (« Mets-toi dans mes talons ») et de son expérience de femme trans dans ce métier. Flores Real, responsable du service « Male and Trans Sex Work » de la ville de Zurich, explique les obstacles à l'accès aux soins. Finalement, Malak Karma Elhamidy, travailleuse du sexe, féministe transgenre et militante, parle à la fois des défis rencontrés par les travailleur*euses du sexe trans au Maroc - pays où le travail du sexe est interdit et où les TdS trans et queer sont marginalisé*es par des lois homophobes et transphobes - et de leurs stratégies de résistance contre l'exclusion et la discrimination.

¹ Amnesty International (2016): «[Amnesty International policy on state obligations to respect, protect and fulfil the human rights of sex workers](#)», S. 5.

² Trans Welcome: [Arbeitssituation von trans Menschen](#).

³ NSWP (Global Network of Sex Work Projects) (2014): Briefing Paper No. 9 «[The Needs and Rights of Trans Sex Workers](#)» S. 5.

⁴ TGEU (2022): [TMM Update TDoR 2022](#).

⁵ Une personne racisée est une personne qui n'est pas considérée comme « blanche » et qui fait l'expérience du racisme.

⁶ Ligne d'assistance LGBTQI+ (2022) : « [Hate Rapport](#) », p. 8.

⁷ Nous avons parlé avec deux femmes trans, mais nous avons conscience que des hommes trans et des personnes non-binaires peuvent vivre d'autres expériences dans le travail du sexe.

Glossar

Trans: L'adjectif « trans » (parfois écrit trans*) décrit les personnes dont l'identité de genre ne correspond pas ou pas entièrement à celle qui leur a été attribuée à la naissance. L'adjectif peut décrire des personnes ayant des identités de genre binaires (homme, femme) ou non- binaires. « Trans » peut se référer, par exemple, à des hommes trans, des femmes trans ou des personnes trans non-binaires.

Cis: Les personnes dont l'identité de genre correspond à celle qui leur a été attribuée à la naissance sont appelées « cis » (adjectif). Par exemple, si une personne est catégorisée à la naissance comme femme/fille et continue à s'identifier à ce genre, cette personne est cis/ cisgenre/ une femme cis.

LGBTQI+: Acronyme qui désigne les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes et/ou queer (et/ou en questionnement). Le « + » renvoie aux personnes non-comprises dans l'acronyme et subissant des discriminations en raison de leur sexe, de leur orientation affective et/ou sexuelle, de leur identité et/ou expression de genre.

Queer: Le terme « queer » désigne généralement des orientations sexuelles et des identités de genre qui ne correspondent pas à l'hétéronormativité et à la cishnormativité. D'abord considéré comme une insulte, il est aujourd'hui utilisé pour se désigner soi-même et refuser de mettre une étiquette sur son orientation affective et/ou sexuelle, son identité de genre et/ou son expression de genre.

Vous trouverez un guide utile sur la manière de parler de manière respectueuse avec et au sujet des personnes trans [sur le site web du TGNS](#) (Transgender Network Switzerland).

Vous trouverez [ici](#) une explication sur d'autres termes LGBTQI+.

Contenu

« Nous sommes des femmes et nous devons être reconnues comme telles »	4
« Les personnes genderqueer vivent des violences que les personnes cis ne connaissent pas forcément »	7
« Nous pouvons parler et nous battre pour nos droits »	11

« *Nous sommes des femmes et nous devons être reconnues comme telles* »

Diabla est travailleuse du sexe à Genève et se décrit comme femme forte et indépendante. Elle a publié cette année son premier ouvrage autobiographique « Ponte en mis tacones » (« Mets-toi dans mes talons ») où elle partage ses expériences de travailleuse du sexe dans plusieurs pays et surtout en Suisse, à Genève. Cet ouvrage est né dans le cadre d'ateliers d'écriture organisés par Aspasia, l'association genevoise de défense et de soutien des travailleuses et travailleurs du sexe.

Dans le livre autobiographique que vous venez de publier, vous décrivez votre expérience de femme trans et de travailleuse du sexe. Quel est le lien entre ces expériences ?

A mon avis, il est beaucoup plus difficile d'exercer dans le travail du sexe en tant que femme trans qu'en tant que femme cis. La clientèle

A mon avis, il est beaucoup plus difficile d'exercer dans le travail du sexe en tant que femme trans qu'en tant que femme cis.

est différente. Si tu es trans, les clients attendent certaines choses de toi : ils veulent, par exemple, que tu sois plus dominatrice ou exigent des rapports sexuels avec pénétration. En tant que travailleuse du sexe cis, les demandes sont plus simples. Les clients ne sont pas aussi focalisés sur tes organes génitaux ou ton identité de genre. Ils te respectent davantage.

C'est pourquoi, il est plus facile pour moi de travailler sans m'afficher comme femme trans. Je voulais partager mon expérience dans un livre et la transmettre à la prochaine génération de TdS (trans).

Comment avez-vous commencé le travail du sexe ?

J'ai quitté l'Équateur pour étudier en Espagne. A mon arrivée, je vivais à Madrid. La personne chez qui j'habitais me traitait très mal et m'a mise à la porte après quelques jours seulement. Je ne connaissais personne, je n'avais rien et j'ai atterri seule dans la rue. Je me suis alors retrouvée à la Casa de Campo, un parc de Madrid connu pour le travail du sexe. J'y ai rencontré plusieurs femmes trans travailleuses du sexe. C'est ainsi que j'ai commencé.

Dans votre livre, vous racontez vos conditions de vie difficiles en Espagne, mais aussi votre sentiment d'être acceptée et la solidarité ressentie. Pouvez-vous nous en parler ?

Oui, j'ai ressenti beaucoup de solidarité. A mon arrivée, je n'avais que dix-huit ans. J'avais

La transphobie était plus grave qu'aujourd'hui. En même temps, la cohésion était plus forte.

toujours rêvé d'être une femme, mais c'est en Espagne que j'ai enfin pu réaliser ce rêve. Les gens que j'ai rencontrés avaient déjà vécu

ce que je traversais. Dans la rue, nous vivions beaucoup de transphobie, de racisme et de violence. Nous partagions un sentiment de souffrance commune, mais aussi de solidarité et de cohésion. La communauté était petite. Pourtant, si une personne tombait malade ou avait un problème, tout le monde s'entraidait. La transphobie était plus grave qu'aujourd'hui. En même temps, la cohésion était plus forte.

Comment décririez-vous votre relation actuelle avec le travail du sexe ?

Le travail du sexe m'a ouvert de nombreuses portes. J'ai rencontré beaucoup de gens et vécu de nombreuses expériences : bonnes et mauvaises. J'ai pu voyager. Je souhaite que le travail du sexe soit reconnu comme un travail normal. Je vois les choses ainsi : je fais mes

Je souhaite que le travail du sexe soit reconnu comme un travail normal.

heures et je pars en vacances comme tout le monde. Je travaille pour vivre et je ne vis pas pour travailler.

Vous avez travaillé dans différents pays, entre autres en Espagne, en France et en Suisse. En quoi votre expérience professionnelle a-t-elle été différente selon le pays ?

Chaque pays a ses propres réglementations et lois. En comparaison à d'autres lieux, c'est à Genève que je me sens le plus en sécurité - en tant que femme trans et travailleuse du sexe. C'est ici que j'ai le meilleur accès aux informations, par exemple par rapport à mes droits et obligations ou ma santé sexuelle. Même en Suisse, la situation varie d'un canton à l'autre. J'ai travaillé à Bâle où je ne me sentais pas



Photo: Eva-Luna Perez Cruz

très à l'aise. Je me suis fait voler et je n'ai pas été payée. Quand j'ai appelé la police en disant que j'étais travailleuse du sexe, personne n'est venu. Une fois, une collègue m'a volée et agressée à quatre heures du matin. La police n'est arrivée que quatre heures plus tard. Une autre fois, un policier m'a traitée de « pute ».

Quelles autres expériences avez-vous eues avec la police ?

Selon mon expérience, les pratiques policières diffèrent d'un canton à l'autre. Une fois, je me promenais à la Langstrasse à Zurich et la police m'a immédiatement questionnée sur ce que je faisais là. Une autre fois, je me promenais avec mon ami et la police m'a demandé s'il était mon client. La police discrimine beaucoup et a des préjugés envers les travailleuses du sexe et les « Latinas ». En tant que femme trans, tu es traitée différemment par la police en fonction du sexe indiqué sur tes papiers d'identité et de ton apparence. Comme il est inscrit sur mon passeport que je suis une femme, je suis mieux traitée que mes collègues qui n'ont pas (encore) pu effectuer le changement sur leurs do-

Il est inacceptable que des acteurs étatiques discriminent ainsi les personnes trans.

cuments d'identité. En fonction de leur apparence - par exemple si la police se rend compte que des femmes sont trans - elles subissent de très nombreuses insultes. Il est inacceptable que des acteurs étatiques discriminent ainsi les personnes trans.

Qu'est-ce qui devrait changer pour mieux protéger ou soutenir les travailleur*euses du sexe, qu'il s'agisse de TdS trans, de personnes avec une expérience de migration ou de TdS en général ?

Je ne ferais pas de distinction entre ces différentes catégories. Peu importe qu'il s'agisse de femmes trans, de femmes cis ou d'hommes : il devrait y avoir, en premier lieu, de meilleures lois pour les travailleur*euses du sexe, un

Nous sommes des femmes et nous devons être reconnues comme telles. Nous méritons ce respect.

meilleur accès à l'information et aux offres de santé ainsi qu'une meilleure protection. Les clients devraient être sensibilisés, par exemple, à la santé sexuelle. La police devrait être sensibilisée, notamment par rapport aux réalités des travailleur*euses du sexe trans. La police et les institutions publiques ne devraient pas nous traiter en tant qu'hommes. Nous sommes des femmes et nous devons être reconnues comme telles. Nous méritons ce respect.

Que souhaitez-vous pour votre avenir ?

Je vis déjà mon rêve, mais j'aimerais aider d'autres femmes dans le travail du sexe, en particulier des femmes trans, en leur donnant des informations et des conseils. Comme d'autres m'ont aidée lorsque j'ai commencé à travailler à la Casa de Campo à Madrid.

Pour commander le livre de Diabla, veuillez écrire à : eperez@aspasie.ch.

« Les personnes genderqueer vivent des violences que les personnes cis ne connaissent pas forcément »

Jorge Flores Real est collaborateur du centre de conseil municipal Flora Dora à Zurich depuis juillet 2020. Il est responsable du projet « Male and Trans Sexwork » (Travail du sexe masculin et trans). Auparavant, Flores s'est engagé au Checkpoint de Zurich où il a rencontré et soutenu de nombreux TdS masculins et trans.

Pourquoi la ville de Zurich propose-t-elle des conseils spécifiques aux travailleur*euses du sexe trans et masculins ?

Depuis sa création il y a plus de 20 ans, l'organisation Flora Dora est en contact avec des travailleur*euses du sexe masculins et trans. Au fur et à mesure, l'équipe s'est rendue compte qu'un besoin de conseil spécifique existait car les gens ne formaient pas seulement des com-

munautés en fonction de leur origine ou leur langue, mais aussi de leur identité de genre ou leur orientation sexuelle. Grâce à un projet-pilote, Flora Dora a pu se familiariser avec cette thématique et a assumé, il y a quatre ans, la coordination de tous les services qui travaillaient avec ce groupe-cible à Zurich. Un an plus tard, j'ai été engagé spécifiquement pour ce domaine.

Y avait-il des demandes spécifiques des travailleur*euses du sexe trans qui n'étaient pas couvertes par les consultations antérieures ?

De nombreux sujets concernent tout le monde, que l'on soit cis ou trans : les soins médicaux, la mise à disposition de préservatifs et de lo-



tions de toilette intime gratuits, la remise de matériel de consommation stérile, des conseils autour de la migration, du statut de séjour et bien d'autres sujets encore. Cependant, surtout pour les questions de santé, nous avons constaté qu'il existait des offres pour les TdS cis qui n'étaient pas disponibles pour les personnes trans (en particulier les femmes trans). Par exemple, les travailleuses du sexe cis peuvent bénéficier d'examen gynécologiques. Pour les femmes trans, c'est beaucoup plus difficile car peu de gynécologues travaillent avec des néovagins.⁸ Par conséquent, elles n'ont pas accès à des spécialistes.

En quoi consiste exactement l'offre destinée aux travailleur*euses du sexe trans ?

L'offre du Checkpoint Zurich pour les travailleur*euses du sexe masculins et queer, qui existe depuis longtemps déjà, se concentre, en premier lieu, sur l'accès à la santé, en particulier les tests et le traitement des infections sexuellement transmissibles. Notre offre couvre une palette plus large de thèmes. En plus du travail social de proximité en présentiel et sur des plateformes en ligne, nous avons créé ce que nous appelons le Nightcafé. Nous y organisons, deux fois par mois, des séances de dépistage pour les travailleur*euses du sexe masculins et trans, ainsi qu'une soirée thématique mensuelle sur diverses questions intéressant ce public. Nous créons une atmosphère agréable et un « safe space ». La plupart des travailleur*euses du sexe qui exercent dans l'escorting sont seul*es et ont peu de contacts avec d'autres TdS. Beaucoup de personnes viennent simplement pour prendre un café et discuter.

⁸ Vagin fabriqué chirurgicalement, généralement pour les femmes trans.



Photo: Evana, Cassandra en collaboration avec Aspasia Genève

Quels sont les thèmes abordés lors des soirées thématiques ?

Les Nightcafés couvrent un large éventail de sujets. Nous avons par exemple eu des conférences d'un spécialiste du rectum de Zurich, ouvert aux réalités des personnes queer et des travailleur*euses du sexe. L'échange sur la santé anale et les problèmes qui touchent beaucoup de nos bénéficiaires était intéressant et utile. L'année dernière, nous avons également organisé deux soirées avec une maquilleuse - quelque chose de totalement différent - mais cet événement a été si bien accueilli que nous le proposons à nouveau cette année.

Y a-t-il des thèmes et des préoccupations qui reviennent régulièrement dans les consultations ?

Nos bénéficiaires ont des questions très individuelles. Certaines sont liées au droit de séjour et spécifiques à l'origine. Pour les personnes trans, il s'agit généralement d'accompagnements sociaux et psychologiques. Les personnes genderqueer vivent et survivent à des violences physiques et psychologiques que les personnes cis ne connaissent ou ne vivent pas forcément. Un autre sujet réside dans le fait que nos bénéficiaires n'utilisent souvent pas le nom inscrit sur leur passeport - une situation qui n'est pas acceptée par différentes institutions. Finalement, des enjeux en lien avec la santé et les discriminations sont traités.

Quelles sont vos principales préoccupations en matière de santé pour les personnes trans ?

Sur le plan médical, nous avons deux problèmes principaux : la PEP⁹ et les hormones.

Beaucoup de nos bénéficiaires viennent en Suisse et se sentent suffisamment en confiance pour partager avec nous leur transidentité et leur souhait de commencer un traitement hormonal. Même si les personnes souhaitent payer les traitements hormonaux, les institutions leur signifient un refus si elles n'ont pas d'assurance-maladie. De plus, seulement deux centres proposent des thérapies

Notre objectif est de trouver des institutions non seulement inclusives pour les personnes queer, mais aussi pour les TdS.

hormonales aux travailleur*euses du sexe à Zurich. Notre objectif est de trouver des institutions non seulement inclusives pour les personnes queer, mais aussi pour les TdS. Par ailleurs, de nombreuses institutions médicales administrent la PEP uniquement dans le cadre d'une relation entre deux hommes gays, dans un cas de violence sexuelle, mais pas pour des femmes trans ayant des clients hétérosexuels.

Votre témoignage met en évidence les obstacles structurels dans l'accès aux services médicaux pour les travailleur*euses du sexe trans.

Oui, l'accès à des traitements médicaux spécifiques est souvent très difficile, surtout pour les migrant*es. Depuis peu, il existe à Zurich un projet-pilote à l'attention des habitant*es de la ville, en Suisse depuis au moins trois mois et sans assurance-maladie. Cette perspective pourrait constituer une amélioration.

⁹ La PEP (prophylaxie post-exposition) est la prise de médicaments antirétroviraux après une exposition au VIH dans le but d'empêcher la transmission ou l'apparition d'une infection au VIH.



Photo: Evana, Cassandra en collaboration avec Aspasia Genève

Quelles sont les autres formes de discriminations que les travailleur*euses du sexe trans vivent dans leur quotidien ?

De nombreux travailleur*euses du sexe trans sont victimes de discriminations dans la recherche d'emplois. Il peut s'agir de remarques

*De nombreux travailleur*euses du sexe trans sont victimes de discriminations dans la recherche d'emplois.*

stupides ou de paroles blessantes. Le fait que le nom ou le sexe figurant sur leur passeport ne corresponde pas à leur identité crée des problèmes. En tant que travailleur*euses sociaux, nous passons beaucoup de temps à aider nos bénéficiaires à trouver du travail. A un mo-

ment donné, nos bénéficiaires intériorisent les images stigmatisantes et se résignent. Un autre gros problème est la recherche d'un logement. Parfois, nous appelons pour un appartement et tout semble être en ordre jusqu'à ce que les bénéficiaires se rendent pour une visite et reçoivent un refus. Il est déjà assez difficile d'obtenir un logement en tant que TdS, mais les personnes trans font face à des discriminations et des stéréotypes supplémentaires. Dans ces cas de figure, nous essayons d'apporter notre soutien comme nous le pouvons.

Il est déjà assez difficile d'obtenir un logement en tant que TdS, mais les personnes trans font face à des discriminations.

« *Nous pouvons parler et nous battre pour nos droits* »

Malak Karma Elhamidy est une travailleuse du sexe, une féministe transgenre et une activiste au Maroc où le travail du sexe est interdit. Elle travaille avec la communauté trans, le mouvement LGBTQI+ et celui pour les droits des travailleur*euses du sexe. Elle est la fondatrice de l'organisation « Talayan » (« Jusqu'à quand » en marocain) et travaille également comme chroniqueuse.

Vous êtes la fondatrice de l'organisation « Talayan ». Qu'est-ce que Talayan exactement ?

Talayan est la première organisation dirigée par des travailleur*euses du sexe qui défend explicitement leurs droits au Maroc, en mettant l'accent sur les personnes trans. Elle a été fondée en 2020 et a débuté comme réseau informel de TdS. L'objectif était de nous soutenir mutuellement dans le cadre du confinement pendant la crise du COVID et d'assurer notre survie par l'accès à des services de santé et la protection contre le sans-abrisme. En effet, à cause de la pandémie, les travailleur*euses du sexe ont perdu leurs moyens de subsistance du jour au lendemain.

Pouvez-vous décrire comment vous vous concentrez sur les personnes trans au sein de l'organisation ?

Talayan est une organisation dirigée majoritairement par des personnes trans et queer. Les travailleur*euses du sexe trans sont particu-

lièrement marginalisées au sein de la communauté des TdS. En effet, bien qu'au Maroc, tous les travailleur*euses du sexe soient discriminé*es et criminalisé*es, les travailleur*euses du sexe trans subissent, en plus, des persécutions liées à la criminalisation de l'homosexualité et aux lois dites sur l'« obscénité ». Les personnes trans sont également discriminées dans leurs droits fondamentaux, par exemple dans

*Les travailleur*euses du sexe trans sont particulièrement marginalisées au sein de la communauté des TdS.*

l'accès aux services de santé, à la justice et à la protection contre la violence. Comme nous travaillons dans une perspective intersectionnelle, nous nous opposons explicitement non seulement à la putophobie et à la transphobie, mais aussi à toutes les formes d'oppressions, y compris l'homophobie, le classisme, le racisme et la xénophobie. Nous tenons à être une organisation qui inclut tous les travailleur*euses du sexe.

Quel est l'impact de la criminalisation du travail du sexe sur la vie des travailleur*euses du sexe ?

Le cadre juridique répressif marocain ne fait aucune distinction entre le travail du sexe et la prostitution forcée ou la traite des êtres humains. Toutes les activités qui peuvent être liées au travail du sexe sont criminalisées.

*En raison de cette criminalisation, les travailleur*euses du sexe, et en particulier trans, sont constamment exposé*s au harcèlement, aux mauvais traitements et à la persécution de la part des autorités.*

Même le fait de posséder ou d'exploiter un établissement fréquenté par des travailleur*euses du sexe ou d'habiter dans le même immeuble qu'un*e travailleur*euses du sexe est un problème. En raison de cette criminalisation, les travailleur*euses du sexe, et en particulier trans, sont constamment exposé*s au harcèlement, aux mauvais traitements et à la persécution de la part des autorités. Malgré la répression subie, nous avons réussi à nous organiser, à développer des stratégies de survie et des réseaux ainsi qu'à soutenir notre communauté. Nous avons cependant constaté que les voix des personnes trans et des travailleur*euses du sexe sont souvent ignorées par le reste de la société civile.

*Nous avons cependant constaté que les voix des personnes trans et des travailleur*euses du sexe sont souvent ignorées par le reste de la société civile.*

Pouvez-vous donner quelques exemples de ce type d'exclusion de la part de la société civile ?

Il existe, par exemple, un certain nombre d'associations de lutte contre le VIH qui ne considèrent les travailleur*euses du sexe que comme des vecteurs potentiels de la maladie, sans reconnaître leur capacité d'action. Les

travailleur*euses du sexe et leurs client*es sont fortement discriminé*s dans l'accès aux services de santé. Dans certaines organisations féministes, nous ne sommes considérées que comme des victimes. Même si le mouvement LGBTQI+ marocain soutient dans l'ensemble les droits des travailleur*euses du sexe, nous faisons souvent l'expérience de la stigmatisation, de la putophobie et de la discrimination même au sein de ces groupes et organisations. Ces expériences négatives répétées au sein d'organisations qui prétendent agir dans l'intérêt des travailleur*euses du sexe nous ont d'autant plus confortées dans notre volonté de nous faire entendre, de nous défendre et de défendre nos droits nous-mêmes.

Le Maroc est également un pays de destination et de transit pour les migrant*es d'Afrique subsaharienne. Travaillez-vous aussi avec des travailleur*euses du sexe qui ont une expérience de migration ?

À Talayan, nous travaillons avec tous les travailleur*euses du sexe vivant au Maroc : les TdS sans papiers, les TdS avec un parcours migratoire et tous les autres TdS. La situation reste particulièrement difficile pour les travailleur*euses du sexe trans exerçant dans la rue sans autorisation de séjour. Ces personnes sont régulièrement arrêtées et agressées par les autorités. Le traitement est inhumain et il n'y a pas de justice.

Que faut-il faire pour améliorer les conditions de vie et de travail des travailleur*euses du sexe trans ?

Nous devons mobiliser et politiser notre communauté. Nous voulons être source d'inspiration pour d'autres travailleur*euses du sexe qui rejoindront ainsi notre mouvement. De plus, nous devons faire en sorte que les tra-

vailleu*euses du sexe puissent jouir pleinement de leurs droits et attirer l'attention sur les violations des droits humains, y compris la violence exercée par des acteurs étatiques et des particuliers. Nous dénonçons également les obstacles structurels qui empêchent les

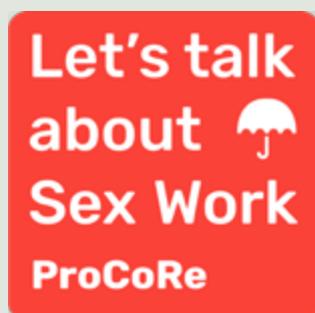
*Nous devons mobiliser et politiser notre communauté. Nous voulons être source d'inspiration pour d'autres travailleur*euses du sexe qui rejoindront ainsi notre mouvement.*

travailleur*euses du sexe d'accéder aux soins, notamment à la prévention du VIH. La revendication la plus importante reste la dépénalisation totale de notre travail. Nous utilisons les

médias sociaux et des ateliers pour renforcer la voix des travailleur*euses du sexe et partager leurs témoignages, leurs perspectives ainsi que leurs expériences. Les travailleur*eu-

*Les travailleur*euses du sexe devraient être impliqués dans la génération de connaissances et dans la création de matériel d'information et de plaidoyer.*

ses du sexe devraient être impliqués dans la génération de connaissances et dans la création de matériel d'information et de plaidoyer. Nous pouvons parler en notre nom et nous battre pour nos droits !



Vous trouverez d'autres interviews de travailleur*euses du sexe trans et queer dans le cadre de notre podcast « Let's Talk About Sex Work », par exemple avec Electra Elite (en allemand), Sam et Camille (en français) et Piti (en français). De nouveaux épisodes sont ajoutés régulièrement.

Le podcast est disponible sur le site web de ProCoRe et sur toutes les plateformes de streaming.

[Podcast ProCoRe « Parlons travail du sexe »](#)

ProCoRe

ProCoRe est un réseau national, qui défend les intérêts des travailleuses et travailleurs du sexe en Suisse et qui s'engage particulièrement pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. ProCoRe reconnaît le travail du sexe comme une réalité sociale et un travail qui - comme tout autre travail - doit être protégé par des droits. Dans le même temps, nous luttons contre l'exploitation, la traite et la stigmatisation du travail du sexe.

ProCoRe
1200 Genf
info@procore-info.ch
www.procore-info.ch

Faire un don ProCoRe:

Compte postal: 15-561454-7

IBAN: CH26 0900 0000 1556 1454 7

[Faire un don](#)



Impressum

Rédaction: Fabienne Bieri, Nathalie Schmidhauser

Texte: Fabienne Bieri

Traduction: Carine Maradan

Design: Devika Salomon

Photos: Eva-Luna Perez Cruz, Evana, Kassandra et Yoanna en collaboration avec Aspasia Genève